



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara - CS 70248 - 13331 Marseille cedex 03

Marseille, le 24/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PURFER**

QUARTIER DE LA GARE

RD 147

69780 Saint-Pierre-De-Chandieu

Références : D-2025-0129

Code AIOT (à rappeler pour toute correspondance) : 0006400570

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2025 dans l'établissement PURFER implanté QUARTIER LE BAUSSET CD n°9 13700 Marignane. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée suite au signalement par des agents du gestionnaire du réseau d'eaux usées de la Métropole et du conservatoire du littoral. Ces constatations ont été faites dans le cadre de recherches des causes d'entrée d'eaux parasites sur le réseau Eaux Usées (EU) de la ville, situé à l'arrière du site STOGAZ. Le 20 février, des dépôts d'eaux en partie hydrocarburées sont visibles au point de rejet de PURFER « Broyeur ». Les services mentionnés ci-dessus se déplacent à nouveau le 21 février, cette pollution a migré à l'arrière de STOGAZ.

Le 21 février, un autre point de déversement de pollution est identifié au niveau du point de rejet « FRICOM » (PURFER DEEE). Aucune connexion entre les 2 zones de pollution n'est visible / possible car séparées par une route menant à l'entrée de STOGAZ.

Le 21 février, STOGAZ et le gestionnaire du réseau EU constate la présence de rejets d'eaux hydrocarburées au niveau du regard situé dans le périmètre du site STOGAZ.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PURFER
- QUARTIER LE BAUSSET CD n°9 13700 Marignane
- Code AIOT : 0006400570

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société exploite des installations de transit, regroupement et tri de déchets (dangereux [notamment les DEEE] et non dangereux), de démontage et dépollution de VHU ainsi que des installations de broyage.

#### **Contexte de l'inspection :**

- signalement présence eaux hydrocarburées en bordure de site au niveau des points de rejets

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 11/03/1999, article 3.2.71	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours, 2 mois, 6 mois
3	Gestion des pollutions	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69	Demande d'action corrective	7 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des signalements de présence d'eaux hydrocarburées en bordure de site au niveau des points de rejets ont été portés à la connaissance des services de l'inspection les 20 et 21 février. Une visite réactive inopinée a été réalisée le 25 février. Il ressort côté PURFER DEEE (FRICOM) que l'ancien séparateur à hydrocarbures (plus en service, considéré à tort comme déconnecté) n'avait été ni nettoyé ni déconnecté du réseau. L'exploitant a procédé immédiatement aux actions correctives nécessaires, incluant le nettoyage de la roubine. Les justificatifs ont été transmis par courriel du 3 mars. Le constat peut ainsi être clôturé.

Concernant le site PURFER « Broyeur / VHU », la cause plausible est un défaut d'entretien du regard situé en amont du point de rejet et en sortie de tout traitement. Il existe également une possibilité que cette pollution puisse être corrélée / mobilisée par les eaux d'extinction de l'incendie survenu sur une activité de garage automobile à proximité dans la nuit du 20 au 21 février et se retrouver à l'arrière du site STOGAZ le 21 février.

La connaissance partielle des réseaux pluviaux et d'assainissement sur la zone et de leurs éventuelles connexions rend compliquée l'explication des constats sur ce deuxième point.

L'exploitant a mis en œuvre de manière rapide des actions correctives sur ce second point, permettant de ne pas proposer, à ce stade, de suites administratives à Monsieur le préfet des Bouches-du-Rhône.

L'exploitant doit d'ailleurs transmettre les différents documents permettant de justifier les actions menées. Compte tenu de la localisation du regard, l'exploitant doit également mettre en œuvre des actions pérennes permettant de limiter l'introduction de végétaux et les dépôts au fond (2 mois).

Enfin, il est demandé à l'exploitant de réaliser sous 2 mois un diagnostic de ses réseaux (eaux de ruissellement, eaux de toitures) afin de s'assurer que les réseaux sont convenablement séparés.

Suite à l'observation de ces désordres, même si l'exploitant a mené rapidement des actions correctives et que la compréhension des phénomènes de rejet est rendue compliquée par un incendie ayant eu lieu à proximité et par une connaissance imprécise des réseaux pluviaux et d'assainissement de la zone et de leurs éventuelles connexions, il est demandé à l'exploitant de s'assurer que l'ensemble des actions correctives sont suffisantes et que les désordres observés ne proviennent pas d'autres causes telles que des dysfonctionnements sur les réseaux eaux pluviales / eaux usées de la zone. Il devra donc transmettre à l'Inspection un rapport sur l'état du système de gestion des eaux pluviales (équipements, état des roubines...) après chaque épisode pluvieux significatif pendant les 6 prochains mois. Cette demande fait l'objet d'une lettre préfectorale de suite et pourra faire l'objet d'une mise en demeure si elle n'est pas correctement respectée ou si les résultats de ce suivi montrent des dysfonctionnements.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/1999, article 3.2.71
<b>Thème(s) :</b> Autre, Gestion des effluents aqueux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de traitement des effluents aqueux nécessaires au respect des seuils réglementaires prévues par le présent arrêté seront conçues, entretenues, exploitées et surveillées de façon à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts.</p> <p>La dilution des effluents est interdite.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 20 février, des dépôts d'eaux hydrocarburées sont constatés dans la roubine, au niveau du point de rejet de PURFER « Broyeur », par des agents du gestionnaire du réseau d'eaux usées et de la Métropole. Le 21 février, une pollution est constatée à l'arrière de STOGAZ, selon les informations communiquées par l'Office Français de la Biodiversité. Elle est de même nature que celle observée la veille au soir à la sortie des rejets de PURFER « Broyeur ». Les photos transmises montrent aussi une roubine noircie sur l'emprise foncière de STOGAZ. Il est à noter qu'un incendie s'est également produit dans un garage automobile du secteur la nuit du 20 au 21 janvier. Aucune information n'a pu être obtenue sur le volume d'eau utilisé et sur la rétention intégrale de ces eaux. Il est possible que ces eaux se soient déversées dans les réseaux d'eaux usées et pluviales et soient en partie responsables de désordres observés.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 25 février, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un léger dépôt noir sur les berges de la roubine au droit du point de rejet,</li> <li>• un écoulement d'eau légèrement blanchâtre au point de rejet dans la roubine, similaire à l'eau en sortie de la station de traitement du site PURFER « Broyeur »,</li> <li>• un aspect normal des eaux dans le bassin tampon en amont de la station de traitement,</li> <li>• un encrassement important du caniveau au droit de l'atelier VHU empêchant toute collecte des eaux de ruissellement.</li> </ul> <p>Le technicien de l'APAVE, venu réaliser des prélèvements sur site suite au signalement, indique que l'eau est plutôt claire et présente peu de matière en suspension.</p> <p>Concernant le caniveau de l'atelier VHU, l'exploitant s'est engagé à le nettoyer rapidement.</p> <p>L'inspection s'est poursuivie, en présence de l'agent de la métropole en charge du marais, à l'arrière de la société STOGAZ, depuis le chemin du Coulet. Toute la zone située à l'arrière de STOGAZ (jusqu'à approximativement la fin de la bâche incendie) ne présente pas de désordres.</p>

Ensuite, des eaux en partie hydrocarburées sont effectivement observée de ce point jusqu'au niveau des regards du réseau d'eaux usées.

Le 26 février, l'agent de la métropole en charge du marais se présente à nouveau sur site et indique identifier avec l'exploitant la source potentielle de pollution. Le regard, en sortie de séparateur à hydrocarbures, contient en surface une eau plutôt claire mais présente un dépôt important au fond à tendance hydrocarburée. La station de traitement est mise à l'arrêt par l'exploitant le temps d'intervenir sur les dépôts en fond.

L'exploitant a reconnu l'absence d'entretien périodique sur ce regard. Cet équipement peut donc en partie expliquer la présence d'eaux hydrocarburées au niveau du point de rejet, en lien possible avec l'épisode pluvieux survenu vers le 17 février.

Lors du point téléphonique du 6 mars avec l'Inspection, l'exploitant a indiqué que le caniveau et le regard avaient finalisé d'être nettoyés le 5 mars.

Concernant le nettoyage de la roubine au droit du point de rejet, l'intervention a eu lieu le 7 mars.

L'exploitant s'est également engagé à nettoyer la roubine au droit du site et à l'arrière du site STOGAZ.

Par ailleurs, les différentes constatations ont mis en évidence que le point de prélèvement pour l'autosurveillance se fait à l'endroit où les eaux en sortie de station et les eaux de toiture se rejoignent. Cela constitue un phénomène de dilution ; ce qui n'est pas conforme.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet sous 7 jours les éléments récapitulatifs traçant les actions réalisées de curage du caniveau interne (atelier VHU), du regard en sortie du séparateur à hydrocarbures, de la roubine au droit du rejet de PURFER « Broyeur » et de la roubine située à l'arrière de l'établissement STOGAZ.

De plus, compte tenu du lien probable entre les substances présentes dans le caniveau VHU et les eaux hydrocarburées constatées, l'exploitant réalise sous 2 mois un diagnostic de ses réseaux de collecte des eaux susceptibles d'être souillées et des eaux de toitures afin de s'assurer de l'absence d'entrée d'eaux de ruissellement sur le réseau d'eaux pluviales de toiture.

L'exploitant met en place sous 2 mois des actions pérennes sur le regard afin d'éviter toute entrée de végétaux et autres substances / matériau (trappe pleine...) dégradant son fonctionnement.

Enfin, afin de s'assurer que l'ensemble des actions correctives sont suffisantes et que les désordres observés ne proviennent pas d'autres causes telles que des dysfonctionnements sur les réseaux eaux pluviales / eaux usées de la zone, l'exploitant transmet à l'Inspection un rapport sur l'état du système de gestion des eaux pluviales (équipements, état des roubines...) après chaque épisode pluvieux significatif pendant les 6 prochains mois. Cette demande fait l'objet d'une lettre préfectorale de suite et pourra faire l'objet d'une mise en demeure si elle n'est pas correctement respectée ou si les résultats de ce suivi montrent des dysfonctionnements.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 7 jours, 2 mois, 6 mois

## N° 2 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
<b>Thème(s) :</b> Autre, Dispositif de traitement
<b>Prescription contrôlée :</b> Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le 21 février 2025, l'OFB et le Conservatoire du Littoral ont constaté des eaux en partie hydrocarburées au droit du point de rejet de la société PURFER "Site DEEE" (FRICOM). L'exploitant a actionné sa vanne d'isolement afin d'empêcher tout nouveau rejet de son site dans le milieu naturel. Lors de la visite d'inspection du 25 février, il a été constaté que le séparateur à hydrocarbures de cette zone, récemment installé, ne présentait pas un encrassement anormal. Il a également été constaté une trace grasse sur le sol revêtu d'un enrobé. L'exploitant a indiqué que les employés ont procédé à un premier nettoyage de la roubine le 21 février. Les déchets aqueux ramassés ont été provisoirement versés dans une benne non étanche.  Il est à noter que des travaux récents ont été réalisés sur le site pour l'amélioration de la gestion des eaux pluviales (bassin enterré, imperméabilisation de la surface de stockage des DEEE, nouveau séparateur à hydrocarbures). Selon les éléments recueillis, l'exploitant n'a pas été en capacité de justifier de la correcte disconnexion de l'ancien séparateur suite aux travaux réalisés sur le site. Le 26 février, l'agent de la métropole en charge du marais s'est à nouveau rendu sur site. L'exploitant avait fait venir la société EUROVIA qui avait réalisé les travaux susmentionnés. Il est ressorti que l'ancien séparateur n'avait été ni nettoyé, ni isolé et neutralisé lors de ces travaux. L'agent du conservatoire a pu assister au comblement par béton de l'ancien séparateur.  Par courriel du 3 mars 2025, l'exploitant a justifié du nettoyage de la roubine sur toute la distance impactée par le déversement d'eaux hydrocarburées (bordereau de suivi de déchets, photo).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

## N° 3 : Gestion des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Signalement de déversements les 20 et 21 février 2025
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des

éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Les investigations conjointes d'administrations, avec la contribution de l'exploitant, ont permis une première identification de causes à l'origine des signalements des 20 et 21 février. Il ressort une probable défaillance de l'exploitant sur l'entretien de ses installations de traitement, côté PURFER "Broyeur / VHU" et du suivi des travaux d'imperméabilisation sur son site de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques. Des causes extérieures (incendie d'un garage automobile à proximité dans la nuit du 20 au 21 février) ne peuvent être exclues.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet sous 7 jours le rapport d'incident, conformément aux dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement.

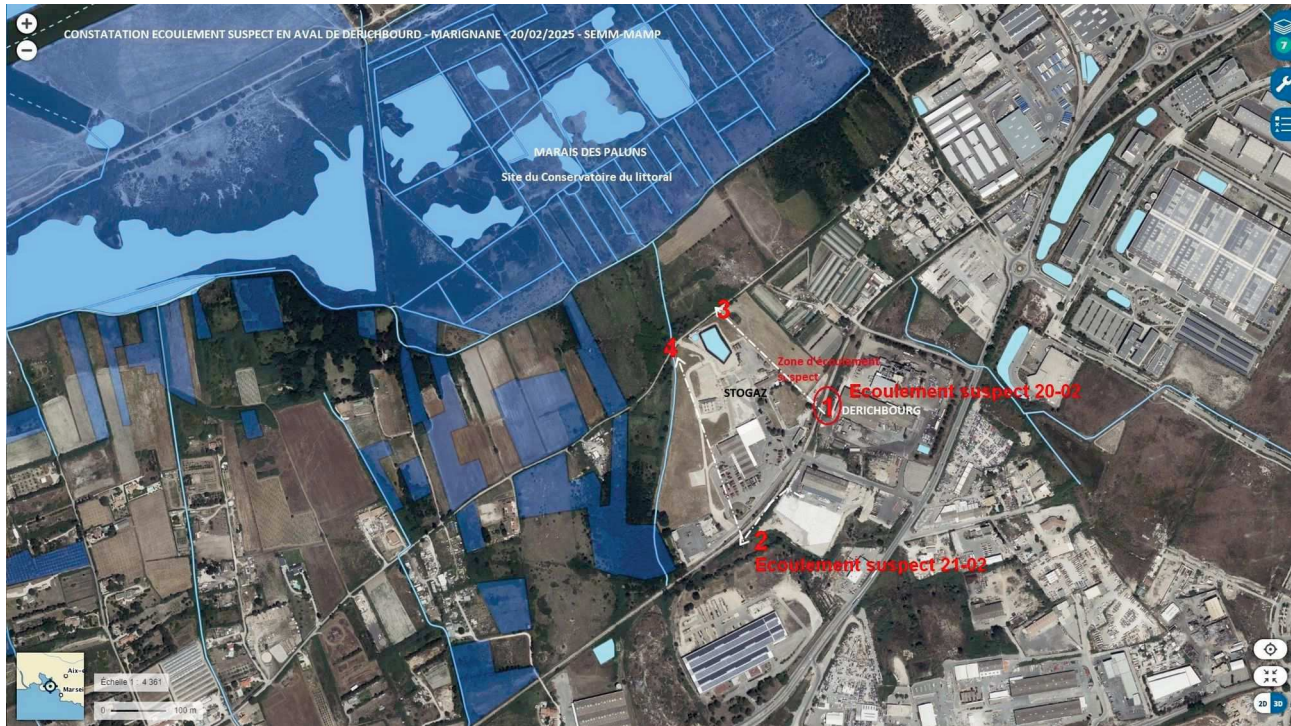
**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

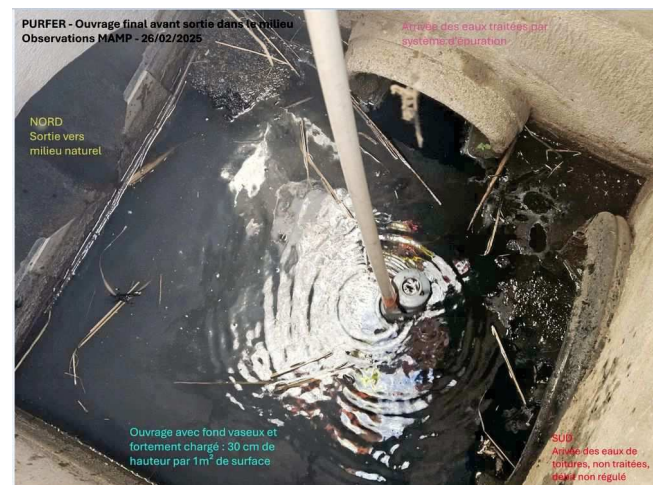
**Proposition de délais :** 7 jours



## Annexe 1 : Localisation des points de pollution



### PURFER (Broyeur / VHU)



### Arrière du site STOGAZ





## PURFER DEEE (FRICOM)



## Annexe 2 : Plan des réseaux

